



## PREFET DE MAYOTTE

### SECRETARIAT GÉNÉRAL

Direction des Relations avec les  
Collectivités Locales

ARRETE N° 2020 – SG – 032 du 14 JAN. 2020

portant versement aux communes de Mayotte de la dotation globale garantie  
sur l'octroi de mer au titre du mois de décembre 2019

### LE PRÉFET DE MAYOTTE

Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

- VU la constitution, notamment ses articles 38 et 73 ;
- VU la loi organique n°2010-1486 du 07 décembre 2010 relative au département de Mayotte ;
- VU le code général des collectivités territoriales ;
- VU le code général des impôts ;
- VU la loi n° 2010-1487 du 07 décembre 2010 relative au département de Mayotte ;
- VU la loi n° 2015-762 du 29 juin 2015 modifiant la loi n°2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer ;
- VU la loi n°2017-256 du 28 février 2017 de programmation relative à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique modifiant l'ordonnance n° 2013-837 du 19 septembre 2013 relative à l'adaptation du code des douanes, du code général des impôts, du livre des procédures fiscales et d'autres dispositions législatives fiscales et douanières applicables à Mayotte ;
- VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU le décret du 18 septembre 2018 portant nomination de M. Edgar PEREZ, sous-préfet, en qualité de secrétaire général de la préfecture de Mayotte ;
- VU le décret du 10 juillet 2018 portant nomination de M. Jean-François COLOMBET, en qualité de préfet de Mayotte, délégué du gouvernement ;
- VU l'arrêté n° 02/SG/2020 du 02 janvier 2020 portant délégation de signature à M. Edgar PEREZ, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de Mayotte et organisant la suppléance des membres du corps préfectoral en cas d'absence du secrétaire général ;

**Considérant** le montant des recettes constatées au titre de l'octroi de mer par la direction régionale des finances publiques pour le mois de décembre 2019 pour les communes à savoir : **6 069 819,58 euros** ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture de Mayotte

### ARRETE

**Article 1** : Le montant de la dotation globale garantie sur l'octroi de mer attribué aux communes de Mayotte au titre du mois de décembre 2019 est de : **six millions soixante neuf mille huit cent dix neuf euros et cinquante huit centimes (6 069 819,58 €)** répartis comme suit :

Communes	Montant DGG 2019	Décembre 2019
Acoua	1 997 145,88 €	166 428,82 €
Bandraboua	4 353 236,32 €	362 769,69 €
Bandrélé	4 002 682,65 €	333 556,89 €
Bouéni	2 266 933,36 €	188 911,11 €
Chiconi	2 234 056,37 €	186 171,36 €
Chirongui	3 518 192,36 €	293 182,70 €
Dembéni	5 039 373,80 €	419 947,82 €
Dzaoudzi	4 578 101,94 €	381 508,50 €
Kani-Kéli	2 435 158,66 €	202 929,89 €
Koungou	7 090 806,48 €	590 900,54 €
Mamoudzou	16 955 528,87 €	1 412 960,74 €
Mtsangamouji	2 649 389,97 €	220 782,50 €
Mtzamboro	2 693 498,70 €	224 458,22 €
Ouangani	2 909 624,47 €	242 468,71 €
Pamandzi	2 728 611,78 €	227 384,32 €
Sada	2 840 128,42 €	236 677,37 €
Tsingoni	4 545 364,98 €	378 780,42 €
<b>TOTAL</b>	<b>72 837 835,02 €</b>	<b>6 069 819,58 €</b>

**Article 2 :** Ces crédits seront imputés sur le compte 4 742 000 000 IT7A060100 ouvert dans les écritures de Monsieur le directeur régional des finances publiques.

**Article 3 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Préfet de Mayotte dans les deux mois suivant sa publication (ou sa notification). L'absence de réponse au terme du délai précité équivaut à un rejet implicite.

Un recours contentieux peut également être déposé auprès du greffe du Tribunal administratif de Mayotte, immeuble Haut du Jardin du Collège 97 600 Mamoudzou dans un délai de deux mois à compter de sa publication (ou sa notification).

Tout recours doit être adressé en recommandé avec avis de réception.

L'exercice d'un recours administratif aura pour effet d'interrompre le délai du recours contentieux, qui recommencera à courir à compter de la réception de la décision valant rejet de la demande ou du rejet implicite de la demande.

**Article 4 :** Le secrétaire général de la préfecture de Mayotte et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à Mesdames et Messieurs les maires de Mayotte, à Monsieur le directeur régional des finances publiques, à Monsieur le Directeur régional des douanes et au Recueil des actes administratifs.

Le préfet,  
délégué du Gouvernement,  
Préfet et par délégation  
secrétaire général

Edgar PEREZ

